



« Le rôle en évolution constante des marchés énergétiques intégrés du continent dans l'avenir du Canada »

Discours de l'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.

Premier vice-président à la direction et vice-président du conseil, Banque CIBC

AQME, Montréal

Le 3 décembre 2012

Priorité au discours prononcé

---

Merci et bonjour.

Je suis très heureux d'être à Montréal. J'ai pas mal voyagé à travers le Canada et j'ai toujours gardé dans mon cœur un souvenir spécial de cette merveilleuse ville pleine de vitalité.

Depuis que je suis devenu grand-père pour la première fois l'an dernier, j'ai dressé une longue liste de choses à faire avec mon petit-fils lorsqu'il sera un peu plus âgé. L'amener à Montréal et lui faire visiter la ville, c'est l'une des choses qui se trouvent au haut de cette liste.

Mais autant que j'aime personnellement cette ville – et cette province – je suis ici aujourd'hui pour parler affaires.

Durant nos 144 années de confédération, l'histoire du Canada a souvent été caractérisée par des différences régionales, des priorités et perspectives divergentes. Le clivage politique et économique a été la plupart du temps entre l'Ouest et l'Est du pays. Il a semblé parfois comme si ces différences nous définissent mieux que ce qui nous unit.

Ce n'est pas surprenant dans un pays aussi vaste que le nôtre. Notre situation géographique relativement isolée nous a favorisés avec peu de dangers à nos frontières. En outre, l'absence d'un ennemi commun nous a permis le luxe de nous chamailler. En fait, cela fait maintenant presque partie de notre identité nationale.

Cette période est toutefois terminée.

L'Est aussi bien que l'Ouest du Canada font maintenant face à une seule difficulté si grave qu'elle menace notre avenir comme pays prospère. Il nous faut urgemment faire cause commune pour nous recentrer sur ce qui nous unit au lieu de nous diviser.

Je parle de la question de plus en plus problématique de l'accès aux marchés pour nos exportations d'énergie. Nous avons une abondance de ressources, mais à cause

des changements fondamentaux qui surviennent sur la scène mondiale, il est de plus en plus difficile pour le Canada d'exploiter ces actifs et de les commercialiser.

Cette situation ne fera que s'aggraver si nous ne nous efforçons pas activement de trouver des solutions partagées. Il est important de tenir à l'esprit, compte tenu de son ampleur et de son envergure que la construction de l'infrastructure qui transporte notre hydroélectricité, notre pétrole et notre gaz aux consommateurs exige des dizaines d'années, des milliards de dollars de financement et une volonté politique cohérente.

Il ne fait aucun doute que les enjeux sont élevés.

À la suite de l'érosion constante de l'assise manufacturière traditionnelle du Canada, notre économie est devenue graduellement tributaire de ce que nous rapportent nos exportations d'énergie. L'énergie est maintenant la catégorie d'exportation la plus importante du Canada : les ventes de pétrole, de gaz naturel et d'électricité rapportent maintenant plus de 94 milliards de dollars par année et elles comptent pour près du quart de tout ce que nous vendons à d'autres pays.

Les exportations d'hydroélectricité du Québec rapportent déjà plus d'un milliard de dollars par année et elles pourraient considérablement augmenter au cours des prochaines années compte tenu des projets de développement du potentiel de ce secteur.

Le grand projet du gouvernement du Québec, « Le Nord pour tous », ajoutera 3 500 MW à la stupéfiante capacité de production de 35 000 MW d'électricité hydraulique déjà en place.

Pour mettre ce projet en contexte, la production totale d'électricité de toutes les sources – y compris le charbon – de la région des six États de la Nouvelle-Angleterre est de 32 000 MW. Cela signifie qu'Hydro-Québec à elle seule dispose d'une plus importante puissance hydroélectrique installée que la production totale d'électricité en Nouvelle-Angleterre toutes sources confondues.

Cela représente un énorme potentiel économique – encore plus important si on tient compte des emplois qui seront créés à la suite de cette croissance.

Cependant, qu'il s'agisse de pétrole, de gaz ou d'hydroélectricité – ou de n'importe quel autre produit de base – l'accès aux marchés est la question d'une importance capitale. Cette réalité est compliquée davantage, aussi bien dans l'Est que dans l'Ouest du Canada, par le fait que nous n'avons qu'un seul marché. Près de 99 pour cent de nos exportations d'énergie sont vendues aux États-Unis.

Il n'est à vrai dire jamais judicieux de mettre tous ses œufs dans le même panier – surtout lorsque ce panier commence à donner des signes d'usure. Il vaut toujours mieux avoir des options diversifiées, surtout en ce qui a trait à un secteur dont la dynamique risque d'être faussée par des questions d'ordre politique.

C'est une question qui concerne aussi bien l'Est que l'Ouest du Canada.

À titre d'exemple, en dépit de l'ALENA, l'accès du Canada au marché de l'électricité dans le nord-est des États-Unis est devenu de plus en plus difficile à la suite de l'application des normes obligatoires d'énergie renouvelable.

Ces normes visent à encourager le développement d'options maison d'énergie « verte » - objectif tout à fait louable. Cependant, ces normes ont aussi pour effet de restreindre les importations d'électricité propre et à peu de frais en provenance du Canada, ce qui se solde par la hausse à long terme des prix pour les consommateurs américains et fait en même temps obstacle au développement d'une infrastructure d'exportation d'énergie qui la transporterait.

Il y a aussi d'autres questions territoriales d'un caractère plus traditionnel comme le différend non réglé au New Hampshire sur la ligne électrique proposée de 290 kilomètres de Northern Pass qui permettrait le transport de 1 200 MW supplémentaires d'électricité hydraulique de la frontière du Québec à Deerfield (Massachusetts). Malgré son engagement public à réduire sa dépendance de l'électricité des centrales thermiques alimentées au charbon, le New Hampshire n'est pas du tout porté à venir en aide au programme énergétique de son voisin.

Dans le même ordre d'idées, le public a reporté son attention au cours des derniers mois en grande partie sur la construction proposée de deux projets d'oléoducs qui renforceraient la capacité du Canada à expédier du pétrole brut de l'Alberta aux États-Unis et en Asie. Les investissements dans l'infrastructure qu'ils représentent sont d'une importance vitale pour notre prospérité à long terme, car sans ces oléoducs il ne nous sera pas possible d'expédier notre produit aux clients qui l'achèteraient.

Le président Obama a refusé d'approuver le prolongement de l'oléoduc Keystone XL aux États-Unis; même si nous espérons qu'il revienne sur sa décision, maintenant que son deuxième mandat a commencé, il n'est pas garanti que c'est ce qui se passera – d'autant plus que, selon l'Agence internationale de l'énergie, les États-Unis ont le potentiel de devenir autosuffisants quant à la production de pétrole et de gaz.

L'autre projet, le pipeline proposé de Northern Gateway qui permettrait d'acheminer du pétrole et du gaz canadiens à de nouveaux marchés en Asie – notamment en Chine – est lui aussi embourbé dans des problèmes politiques, en grande partie interprovinciaux dans ce cas-là.

J'ai dit auparavant que pour que les hydrocarbures du Canada aient accès aux marchés en croissance, le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et le secteur privé doivent recentrer l'attention sur les questions environnementales et sur les questions vitales de la consultation des Autochtones.

Au vu des obstacles de ce genre qui entravent notre accès aux marchés, il est absolument nécessaire que tous les Canadiens se rendent compte de la nécessité de collaborer à l'élaboration de nouvelles relations commerciales en ce qui a trait à l'énergie et réexaminent d'un nouvel œil celles qui sont en place.

Nous devons acquérir la discipline de regarder au-delà des marchés à court terme lorsque nous évaluons les possibilités à long terme – ce qui ne vient pas naturellement à un pays de marchands de produits de base et de défis interprovinciaux.

Il nous faut aussi par-dessus le marché un sentiment d'urgence de meilleur aloi : la reconfiguration du marché continental de l'énergie sur lequel le Canada s'est totalement reposé pendant si longtemps survient rapidement. Pendant que nous

discutons du prolongement du réseau électrique du Nord du Québec à la Nouvelle-Angleterre ou de la remise à niveau de notre réseau de pipelines vers les États-Unis, ces artères sont déjà congestionnées.

Il se peut que le terme « construction de la nation » ne soit plus de mode dans une ère de technologie de l'information vertigineuse, mais le besoin de faire aller ce pays de l'avant avec prévoyance, engagement et détermination n'a pas changé depuis la confédération. En fait, ce fut la construction partagée du premier projet national d'infrastructure – le chemin de fer du Canadien Pacifique – qui a tout d'abord fait une nation de l'idée du Canada. Et c'est l'infrastructure partagée qui lui garantira un avenir prospère.

À leur niveau le plus élémentaire, les difficultés et les problèmes inhérents aux marchés continentaux de l'énergie en évolution constante intéressent au plus haut point les exportateurs d'électricité dans l'Est du Canada dont le plus important est, bien entendu, le Québec.

L'élément énergétique du projet « Le Nord pour tous » conjugué au développement du projet hydroélectrique du Bas-Churchill au Labrador produira environ 6 500 MW d'énergie renouvelable – plus du quart des 25 000 MW d'hydroélectricité qui pourraient être produits au Canada au cours des 25 prochaines années.

Un projet hydroélectrique spécifiquement canadien ne serait pas seulement dans l'intérêt fondamental des producteurs régionaux d'électricité hydraulique de ce pays, il desservirait des clients partout en Amérique du Nord. Étant donné que 59 pour cent de notre électricité est hydraulique, nous sommes tout à fait en mesure de devenir un leader mondial en matière d'énergie propre – le Québec l'est déjà.

Étant donné que plus de la moitié de l'électricité hydraulique du Canada est produite dans cette province qui dispose déjà d'excellentes compétences pour l'exécution – et le financement – de complexes projets énergétiques, le Québec a certainement une voix prépondérante dans le débat national que nous devons tenir relativement à notre attitude face aux marchés changeants de l'énergie. Le Québec est aussi particulièrement bien placé pour tirer profit des changements dans la conjoncture continentale.

À la suite de l'élection présidentielle aux États-Unis, nos voisins du sud se concentreront, au moins pendant les 18 prochains mois, sur des questions intérieures. Même si le Congrès arrive à se mettre d'accord pour éviter la « falaise budgétaire » dont on a tant parlé, la tâche de renflouage économique sera absorbante.

Ce qui est tout à fait certain, cependant, c'est qu'on mettra de nouveau l'accent sur les questions environnementales. Le président Obama a invariablement encouragé la mise au point et l'utilisation de sources d'énergie de remplacement et d'énergie propre. Les dégâts causés par l'ouragan Sandy ont à nouveau attiré l'attention du public et des politiciens sur le changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Pendant que nous parlons, le sommet annuel des Nations Unies sur le changement climatique se tient à Doha. C'est une question qu'il est très difficile de formuler à l'échelle internationale, et les programmes divergents des pays industrialisés et des pays en voie de développement font toujours entrave à une issue satisfaisante.

Cela dit, une plus grande sensibilisation au besoin de se pencher sur le changement climatique à l'échelle continentale plus facilement gérable est de bon augure pour le secteur de l'énergie propre du Canada.

Les projets hydroélectriques en cours de développement pourraient contribuer dans une grande mesure à l'« écologisation » du système électrique de l'Amérique du Nord – ce qui cadre avec le regain d'intérêt politique que suscite la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les États-Unis dépendent actuellement de manière appréciable du charbon pour la production d'électricité et ce sont ces centrales qui sont en premier lieu responsables des émissions de gaz à effet de serre en Amérique du Nord. Cet été, le Canada a adopté une loi qui éliminera graduellement l'utilisation du charbon au fur et à mesure que les anciennes centrales seront mises hors service. Au sud de la frontière, cependant, 27 pour cent des émissions de gaz à effet de serre proviennent de centrales thermiques alimentées au charbon.

La région de la Nouvelle-Angleterre, où la demande est élevée et la population nombreuse, est un excellent exemple de l'immense potentiel qui existe encore pour le Canada dans le marché continental de l'électricité. À l'heure actuelle, 55 pour cent de l'électricité de la Nouvelle-Angleterre provient de combustibles fossiles et seulement 13 pour cent de l'énergie hydroélectrique et renouvelable. Le réseau de transmission de cette électricité a aussi grandement besoin de modernisation.

Si les provinces canadiennes – le Québec, l'Ontario et Terre-Neuve – élaborent une stratégie collaborative, c'est précisément de ce genre de possibilité dont elles pourraient toutes tirer profit. Elles en profiteraient encore davantage si elles arrivaient aussi à se mettre d'accord sur un barème de tarification de longue durée pour leurs consommateurs.

Les preuves sont convaincantes : d'excellentes recherches effectuées par la Banque CIBC et publiées dans un rapport intitulé *Energizing Infrastructure* quantifient les retombées économiques des milliards de dollars qui seront affectés à des dépenses en capital dans les 20 prochaines années dans le secteur hydroélectrique du Canada.

Si on tient compte des 50 milliards de dollars pour des projets d'ici la fin de la décennie, les plans d'expansion en cours de la capacité, la transmission et la distribution au Canada exigeront près de 295 milliards de dollars. Les économistes de la Banque CIBC ont calculé que chaque investissement d'un milliard de dollars crée 1 100 emplois. Si vous faites les calculs, nous parlons d'environ 320 000 emplois dans la construction de l'infrastructure électrique au cours des deux prochaines décennies. On peut difficilement trouver un argument plus convaincant pour la collaboration – surtout lorsque le taux de chômage reste supérieur à sept pour cent.

Si on tient compte des emplois qui seront créés par l'infrastructure liée aux pipelines et aux sables bitumineux, nous parlons d'une véritable renaissance économique pour ce pays.

Au fur et à mesure que l'hydroélectricité abondante, à prix abordable, propre et fiable deviendra une source prédominante d'approvisionnement, elle entraînera à son tour l'avantage compétitif de la diminution des coûts d'exploitation d'une foule

d'entreprises. Cela dynamisera encore plus la croissance, la demande et des marchés suffisamment robustes et importants pour soutenir des projets aussi bien partagés qu'individuels.

Le Canada profite en outre, dans une grande mesure, de l'augmentation des exportations d'hydroélectricité sur une base rigoureusement écologique : étant donné que les polluants atmosphériques ne s'arrêtent pas à la frontière, la réduction de l'utilisation du charbon et des émissions de gaz à effet de serre améliorerait la qualité de l'air en Amérique du Nord.

Une possibilité économique ou environnementale d'une telle envergure est à la portée de peu de pays. Si nous en sommes conscients, si nous nous y prenons d'une manière intelligente, nous pourrions bâtir notre pays, créer des emplois et maintenir une relance économique à long terme qui garantira la prospérité des générations futures.

Cela ne signifie pas que des projets de l'ampleur nécessaire sont sans risque et sans danger. Cela est particulièrement vrai à une époque où les marchés internationaux donnent lieu à des variables imprévisibles et à de la volatilité.

Pour que le Canada remporte du succès, il lui faut maîtriser ce qu'il peut – cela signifie une entente nationale sur un objectif commun, un engagement à l'égard d'une vision partagée de ce que ce pays peut être.

Les Québécois comprennent déjà ce processus. Au début des années 1970, le gouvernement du Québec et les chefs d'entreprises avaient repéré l'immense potentiel des ressources énergétiques inexploitées dans le nord de la province – et ils ont misé sur leur capacité à les exploiter.

La Baie-James prouve que la prévoyance et la détermination peuvent triompher. Le dur travail qui a été effectué sur ce projet a servi de modèle pour les travaux futurs et a aidé à formuler les négociations requises pour commencer à exploiter les ressources dans le nord du Québec.

Ce n'est pas facile et cela ne se fera pas rapidement – bien entendu. Il ne fait aucun doute que ce processus est compliqué davantage par la nécessité absolue de consulter un vaste groupe de parties intéressées.

Le Canada est particulièrement bien équipé pour relever ces défis – et tirer profit des bonnes occasions – qui se présenteront à l'avenir. L'une des ressources que nous oublions parfois d'évaluer à sa juste valeur, c'est l'ingénuité et la détermination des Canadiens.

Ces caractéristiques, renforcées par une vision en commun, garantiront un avenir prospère pour mon petit-fils – et pour les vôtres aussi.